

## AFFAIRES COURANTES

### LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

DÉPÔT DE LA CORRESPONDANCE ÉCHANGÉE ENTRE LES GOUVERNEMENTS DU CANADA ET DE L'ALBERTA

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais déposer sur le bureau des copies de la correspondance échangée entre les gouvernements du Canada et de l'Alberta au sujet de leurs rapports en ce qui a trait à la politique de l'énergie.

\* \* \*

### LES FINANCES

L'ESCOMPTE DE CHÈQUES DE L'ÉTAT À DES TAUX USURAIRES—RECOURS À L'ARTICLE 43 DU RÈGLEMENT

**M. Doug Rowland (Selkirk):** Monsieur l'Orateur, aux termes de l'article 43 du Règlement, je désire proposer une motion portant sur les prêts d'argent à des taux d'intérêt usuraires allant jusqu'à 1,000 p. 100 avec comme garantie des chèques d'assurance-chômage, remises d'impôt sur le revenu, chèques de pensions et autres prestations prévues par la loi; d'ailleurs, dès le début de février, j'ai signalé cette pratique au gouvernement. Étant donné que les personnes qui agissent ainsi ne peuvent le faire qu'en vertu d'une lacune de la loi, je propose donc:

Que de l'avis de la Chambre, le gouvernement devrait immédiatement présenter une mesure législative tendant à assurer que la pratique d'escompter les paiements versés par le gouvernement à des prestataires à des taux d'intérêt usuraires, soit prévue dans la loi sur les petits prêts.

**Des voix:** Bravo!

**M. l'Orateur:** Les députés ont entendu la motion que le député de Selkirk vient de proposer. Une motion de ce genre exige le consentement unanime de la Chambre. Y a-t-il consentement unanime?

**Des voix:** D'accord.

**Des voix:** Non.

**M. l'Orateur:** Il n'y a pas consentement unanime, la motion ne peut donc être mise en délibération.

## QUESTIONS ORALES

### LES FINANCES

LA HAUSSE DU DOLLAR CANADIEN—LA POLITIQUE OFFICIELLE—LES MESURES D'AIDE AUX ENTREPRISES AFFECTÉES

**L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au premier ministre suppléant. Il devrait être assez au courant de l'affaire pour pouvoir me répondre. Vu la hausse du dollar canadien au regard du dollar américain, nous dirait-il si le gouvernement du Canada entend continuer de laisser flotter notre dollar?

**L'hon. Allan J. MacEachen (premier ministre suppléant):** Monsieur l'Orateur, je préférerais de beaucoup

[M. l'Orateur.]

laisser au ministre des Finances le soin de répondre à la question à une date ultérieure; j'informerai cependant le chef de l'opposition que la politique actuelle du gouvernement à cet égard demeure inchangée.

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, je demanderais au ministre si, compte tenu de la situation actuelle et en vertu des ententes entre le Canada et les États-Unis et d'autres pays membres du Fonds monétaire international, le seul choix offert au Canada est le flottement libre, le flottement net ou un taux fixe de change, et, plus précisément, si le Canada peut laisser flotter son dollar mais restreindre en même temps le mouvement des capitaux investis à court terme? Autrement dit, quels sont les choix qui s'offrent au Canada en vertu des ententes auxquelles ont abouti les dernières discussions?

**L'hon. M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, mes études en économique remontent maintenant à si longtemps que je ne suis pas certain de pouvoir saisir toutes les ramifications de cette question. A part de commenter les ententes qui ont peut-être été conclues, je ne voudrais faire qu'une seule remarque et c'est que le gouvernement a précisé plus d'une fois sa politique là-dessus: il laisse le dollar canadien trouver son propre cours sur le marché étant donné les facteurs commerciaux qui existent normalement dans le secteur international.

**L'hon. M. Stanfield:** J'ai une autre question supplémentaire, monsieur l'Orateur et je suis sûr que le premier ministre suppléant sera tout à fait en mesure d'y répondre. Le mouvement à la hausse du dollar canadien exerçant des répercussions sur d'importantes industries canadiennes, le gouvernement du Canada envisage-t-il des mesures pour alléger les difficultés qu'en éprouvent ces entreprises et pour parer aux effets des plus néfastes qui pourraient en résulter sur l'emploi au pays?

**L'hon. M. MacEachen:** Monsieur l'Orateur, pour le moment je ne suis pas à même d'annoncer les projets immédiats que peut avoir le gouvernement pour la protection d'une industrie ou d'un groupe d'industries. Je veux terminer en remerciant le chef de l'Opposition de sa confiance en mon aptitude à répondre à ces questions. J'espère qu'elle n'aura pas été mal placée.

**L'hon. M. Stanfield:** Monsieur l'Orateur, je tiens simplement à dire que la confiance dont j'ai fait état est le moins que je puisse faire à l'égard d'un représentant du gouvernement venant de ma propre province.

LA HAUSSE DU DOLLAR CANADIEN—LES RESTRICTIONS SUR LE CHANGE—LA QUESTION DE LA BAISSSE DES TAUX D'INTÉRÊT

**M. Max Saltsman (Waterloo):** Monsieur l'Orateur, puis-je adresser ma question supplémentaire au premier ministre suppléant et lui demander si le Canada envisage d'imposer des restrictions sur le change, étant donné que la plupart des pays européens pratiquent à cet égard une surveillance très active, empêchant l'entrée sur leurs marchés des dollars américains, alors qu'il semble y avoir une tendance croissante d'entrée des dollars américains au Canada, ce qui fait augmenter la valeur de notre dollar?